

N° 4182³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1996-1997

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987
relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide
ou gazeux**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(28.1.1997)

Le Conseil d'Etat a été saisi le 19 juin 1996 du projet de règlement grand-ducal sous rubrique élaboré par le ministre de l'Environnement. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs. L'avis de la Chambre des métiers du 14 août 1996 a été transmis au Conseil d'Etat le 30 août 1996. Une prise de position du département de l'Environnement sur l'avis de la Chambre des métiers est entrée au Conseil d'Etat le 30 septembre 1996. Cette prise de position comporte une série d'amendements au texte initial du projet de règlement grand-ducal. L'avis de la Chambre de commerce, qui a été demandé, n'a pas encore été transmis au Conseil d'Etat.

L'objet essentiel du projet est de supprimer dans le texte du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ou gazeux les dispositions relatives aux installations de combustion alimentées en combustibles gazeux qui, depuis 1988, sont soumises à un double contrôle. Le premier est effectué conformément au règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 sous la surveillance de l'Administration de l'environnement. Le second est effectué sous la surveillance du département de l'énergie conformément au règlement ministériel modifié du 15 février 1988 concernant les dispositions techniques à observer pour les installations au gaz naturel au Grand-Duché de Luxembourg. Ce dernier règlement ministériel est d'ailleurs d'une légalité plus que douteuse et devrait prochainement faire l'objet d'une révision sur la base de la loi du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, alors que la base légale du projet sous examen est constituée par la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère.

Le Conseil d'Etat approuve pleinement la suppression du double emploi résultant des interventions de deux départements et qui a pendant de trop longues années abouti à des dépenses parfaitement inutiles, à un surcroît de travail administratif dommageable et à des confusions et des malentendus tout aussi bien parmi les utilisateurs des installations de combustion que parmi les entreprises d'installation de chauffage et les entreprises de révision de chauffage effectuant les contrôles.

*

EXAMEN DES TEXTES

Préambule

Si l'avis de la Chambre de commerce n'est pas versé en temps utile au dossier sous examen, le 4e visa doit être remplacé par le texte suivant:

„L'avis de la Chambre de commerce ayant été demandé;“

Article 1er.

Point 1.

La suppression des dispositions concernant les installations de combustion alimentées en combustibles gazeux doit évidemment entraîner la modification de l'intitulé du règlement du 23 décembre 1987. Le Conseil d'Etat se prononce en faveur de l'amendement du 27 septembre 1996 (doc. parl. No 4182²). Il estime toutefois que la publication d'un texte coordonné pourrait s'avérer fort utile après que le règlement faisant l'objet du présent avis aura été arrêté et publié.

Point 2.

Sans observation.

Point 3.

N'y a-t-il pas lieu d'ajouter les termes „du point de vue puissance calorifique“ à la suite des mots „comme une seule unité“ qui figurent d'ores et déjà dans le texte du point 1. de l'article 2 du règlement qui est à modifier (*alinéa a*)? – Le mot „Transformation“ qui figure dans le texte de l'*alinéa c*) est à écrire avec une minuscule. – Le signe „...“ est à mettre derrière tous les chiffres figurant dans le texte du dernier alinéa du point 3.

Point 4.

Sans observation.

Point 5.

Dans sa prise de position sur l'avis de la Chambre des métiers, le département de l'environnement propose de compléter le deuxième alinéa du point 1. de l'article 13 du règlement qui, dans sa teneur actuelle, charge la Chambre des métiers de dresser la liste des entreprises qui sont habilitées à procéder aux révisions prévues par le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987. L'amendement proposé par le département de l'environnement vise à charger la Chambre des métiers de dresser en outre „la liste officielle des entreprises légalement établies qui sont habilitées à solliciter une réception au sens du présent règlement“.

Afin de tenir compte de cet amendement, l'alinéa b) pourrait, le cas échéant, être libellé comme suit:

„b) les premier et deuxième alinéas du point 1. sont remplacés par les textes suivants:

1. Les révisions des installations au gas-oil sont effectuées, à la demande de l'utilisateur, par une entreprise d'installation de chauffage ou par une entreprise de révision de chauffage légalement établie.

La Chambre des métiers dresse la liste officielle des entreprises légalement établies qui sont habilitées à demander une réception au sens du présent règlement ainsi que la liste officielle des entreprises légalement établies qui sont habilitées à procéder à une révision au sens du présent règlement.“

Le Conseil d'Etat se demande toutefois s'il est opportun de charger la Chambre des métiers de dresser également une liste des entreprises „habilitées à solliciter une réception“. N'en résulterait-il pas une certaine contradiction avec l'article 10 du règlement qui permet à toute entreprise d'installation de chauffage légalement établie de demander une réception des installations? De telles pratiques ne risquent-elles pas d'être considérées comme incompatibles avec le droit communautaire, ceci dans la mesure où elles pourraient empêcher certaines entreprises, notamment étrangères, d'effectuer au Grand-Duché des travaux d'installation visés par le règlement sous examen?

Dans ces circonstances il est préférable de renoncer à l'amendement concernant le 2e alinéa du point 1. de l'article 13 et de rédiger le deuxième alinéa comme suit:

„La Chambre des métiers dresse la liste officielle des entreprises légalement établies qui sont habilitées à procéder à une révision au sens du présent règlement.“

Afin de tenir compte d'un amendement concernant la première phrase du point 4. de l'article 13 (voir prise de position du ministère) il faudrait compléter le point 5. par un alinéa c) libellé comme suit:

„c) la première phrase du point 4. de l'article 13 est modifiée comme suit:

„Le bon fonctionnement des instruments de mesure utilisés en vue d'effectuer les opérations de révision prévues par le présent règlement et effectuées par les entreprises visées par le premier alinéa du point 1. doit être contrôlé et certifié par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement.“

Point 6.

Dans sa prise de position le ministère de l'Environnement exprime son accord avec les nouvelles formules proposées par la Chambre des métiers pour le calcul du rendement de combustion d'après la méthode de mesurage CO₂ ainsi que d'après la méthode de mesurage O₂, méthodes qui semblent être appliquées en Allemagne depuis 1988. Le point 6. devrait dès lors être remplacé par une disposition libellée comme suit:

„6. L'annexe II du règlement est remplacée par le texte suivant:

Annexe II

(Suivrait le texte proposé par la Chambre des métiers dans son avis du 14 août 1996, doc. parl. No 4182¹, page 4)“

Le Conseil d'Etat ne dispose évidemment pas de moyens lui permettant de vérifier la valeur scientifique des formules proposées.

Point 7.

Ces amendements, qui ne donnent pas lieu à observation, concernent l'annexe IV du règlement.

Quant aux deux amendements présentés par la Chambre des métiers concernant l'orifice de contrôle, le Conseil d'Etat hésite à se prononcer à leur égard. Il n'aurait toutefois pas d'objections à formuler contre l'inclusion de ces amendements dans l'annexe IV si les textes proposés devaient effectivement faciliter le travail des agents du service compétent de la Chambre des métiers chargés de réceptionner certaines installations.

Article 2.

Les dates prévues tant par le point 1. que par le point 2. doivent être modifiées en fonction de l'entrée en vigueur effective du règlement sous examen. Afin d'éviter tout malentendu, il faut, dans le texte du point 2., remplacer les termes „visé à l'article 1er du présent règlement“ par les mots „visé au 1er alinéa de l'article 1er du présent règlement“.

Article 3.

Sans observation.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat approuve le règlement grand-ducal qui lui a été soumis pour avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 28 janvier 1997.

Le Secrétaire général,
Emile FRANCK

Le Président,
Paul BEGHIN